

Distr.
GENERALE

TD/B/RBP/90
28 juillet 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Groupe intergouvernemental d'experts
des pratiques commerciales restrictives
Onzième session
Genève, 23 novembre 1992
Points 4 a) et d) de l'ordre du jour provisoire

ACTIVITES RELATIVES A DES DISPOSITIONS PARTICULIERES DE L'ENSEMBLE :

- a) Etudes sur les pratiques commerciales restrictives, eu égard aux dispositions de l'Ensemble de principes et de règles
- d) Programmes d'assistance technique, de services consultatifs et de formation dans le domaine des pratiques commerciales restrictives

Note du secrétariat de la CNUCED

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1 - 3
I. Plan annoté d'une éventuelle étude sur les aspects de la politique de la concurrence liés à l'industrialisation dans les pays en développement	4 - 21
II. Rapport sur les activités menées par la CNUCED dans le domaine de l'assistance technique, des services consultatifs et de la formation	22 - 37

INTRODUCTION

1. A sa dixième session, le Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives avait prié le secrétariat de la CNUCED de mettre au point une nouvelle version de l'étude sur la concentration de la puissance commerciale (TD/B/RPB/80) et d'établir le plan annoté d'une éventuelle étude sur les aspects de la politique de la concurrence liés à l'industrialisation dans les pays en développement, qu'il examinerait à sa onzième session 1/. Le Groupe intergouvernemental d'experts sera donc saisi d'une version révisée de l'étude sur la concentration de la puissance commerciale (TD/B/RPB/80/Rev.1). Le plan annoté est reproduit dans la partie I de la présente note.

2. En ce qui concerne l'assistance technique, le Groupe intergouvernemental d'experts a reconnu, dans les conclusions concertées adoptées à sa dixième session, "l'importance de l'assistance technique tant bilatérale que multilatérale pour assurer l'application de l'Ensemble" et a noté "avec satisfaction que des efforts accrus étaient déployés dans le cadre de la CNUCED, en application du paragraphe 8 de la section E ainsi que des paragraphes 6 et 7 de la section F de l'Ensemble". Il a cependant constaté que "les ressources, bien qu'elles aient augmenté, demeuraient insuffisantes pour répondre aux besoins d'assistance". Il a donc demandé aux Etats, en particulier aux pays développés, de continuer à offrir une assistance technique multilatérale et bilatérale, conformément à l'engagement pris à la deuxième Conférence des Nations Unies chargée de revoir tous les aspects de l'Ensemble. Il a aussi demandé au PNUD de continuer à fournir des ressources appropriées pour ces activités (conclusions concertées adoptées à la dixième session, par. 7). Il a en outre prié le secrétariat de la CNUCED de continuer à fournir une assistance technique de façon à tirer le meilleur parti des ressources disponibles. Il l'a également prié de tenir pleinement compte de l'assistance technique accordée par des gouvernements et d'autres organisations dans le domaine de la politique de la concurrence (conclusions concertées adoptées à la dixième session, par. 8).

3. La partie II de la présente note contient un rapport établi par le secrétariat concernant les activités menées depuis la dixième session du Groupe intergouvernemental d'experts dans le domaine de l'assistance technique, des services consultatifs et de la formation.

1/ Voir les conclusions concertées adoptées par le Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives à sa dixième session et reproduites dans l'annexe I du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur cette session (TD/B/131-TD/B/RPB/85), par. 2 et 3.

I. PLAN ANNOTE D'UNE EVENTUELLE ETUDE SUR LES ASPECTS DE LA POLITIQUE
DE LA CONCURRENCE LIES A L'INDUSTRIALISATION DANS LES PAYS
EN DEVELOPPEMENT

4. L'étude serait subdivisée en sept chapitres, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous.

Chapitre I : La concurrence et la libéralisation dans les pays en développement

5. Ce chapitre donnerait une description de la forte tendance à la libéralisation, à la déréglementation, à la privatisation et à l'orientation vers le marché constatée dans les pays en développement; cette description s'appuyerait le cas échéant sur certains exemples, tirés notamment des monographies de la CNUCED. Il y serait noté que les principaux avantages économiques potentiels de la libéralisation, c'est-à-dire satisfaction plus rapide et plus adéquate de la demande des consommateurs, stimulation de l'activité des entreprises, efficacité des investissements, productivité des entreprises et décentralisation et répartition plus efficace des ressources sous l'effet des forces du marché (remplaçant les mécanismes de planification) ne pourraient se concrétiser que si les entreprises agissaient poussées par la concurrence et si les signaux des prix leur donnaient une image exacte de la situation de la demande.

6. Il serait aussi signalé qu'étant donné les imperfections qui caractérisent les marchés des pays en développement, la libéralisation ne suffirait pas en elle-même à garantir un renforcement de la concurrence dans tous les secteurs alors qu'à l'inverse, dans certains secteurs, elle pourrait conduire à une concurrence "excessive" ou inefficace car l'arrivée d'un trop grand nombre de nouveaux venus sur le marché risquerait de faire tomber les prix à des niveaux non économiques. Il serait également indiqué que, pour être efficace, la libéralisation devrait progresser à un rythme donnant aux entreprises le temps de se préparer à la nouvelle situation en procédant à une restructuration ou à d'autres ajustements de leur stratégie commerciale, en formant leur personnel, etc.; cela permettrait aussi aux agents de l'administration de s'adapter à leurs nouvelles fonctions (voir paragraphe 7 ci-dessous). Le chapitre traiterait aussi de la nécessité de maintenir un équilibre approprié entre les différents secteurs et les différentes branches d'activité en matière de libéralisation afin d'assurer que la concurrence entre ces secteurs et ces branches ne soit pas considérablement faussée.

Chapitre II : Le rôle de la concurrence dans la politique économique

7. Ce chapitre traiterait du rôle de l'Etat, qui aurait moins à intervenir en tant qu'agent économique et à s'occuper de la réglementation directe de l'économie mais qui, en revanche, assumerait des fonctions plus importantes de gestionnaire, intensifiant et complétant les forces du marché par la mise en place d'un cadre cohérent de nature à renforcer l'activité commerciale et la concurrence. Ce cadre pourrait comprendre notamment : a) des mesures propres à instaurer les conditions requises (politiques macro-économiques appropriées, création d'une infrastructure et d'une réserve de compétences); b) des mesures de promotion (en particulier appui à la recherche-développement, encouragement des apports de technologie, formation, assistance technique et diffusion

de l'information) qui inciteraient les chefs d'entreprise à se tourner vers les branches en expansion plutôt que vers celles où la capacité est déjà excédentaire, tout en facilitant l'arrivée de nouveaux venus sur le marché et en soutenant les entreprises inefficaces pour leur permettre de faire face à la forte concurrence des nouveaux venus; c) des mesures d'incitation (notamment possibilité d'obtenir des capitaux à long terme bon marché et exonération fiscale) visant à renforcer plutôt qu'à fausser les incitations du marché, de façon sélective, temporaire et conditionnelle; d) un programme d'éducation et d'information des consommateurs ainsi que des mesures correctives visant à garantir que la demande récompense ou sanctionne effectivement les producteurs, selon le cas; et e) une structure normative concernant notamment les entreprises, la propriété, les contrats, la comptabilité, les marchés et services financiers et surtout le contrôle des pratiques commerciales restrictives, établissant des règles claires et efficaces sur la façon dont la concurrence entre les entreprises devrait s'exercer au mieux, de façon compatible avec un système axé sur le marché.

8. Il serait aussi indiqué que la règle générale de l'"intervention minimale" des gouvernements pourrait être suspendue, tout au moins temporairement, sur certains points précis et dans des conditions bien définies, pour ce qui est a) des entreprises d'Etat et de la privatisation (voir paragraphes 18 et 19 ci-dessous); b) des marchés publics, qui peuvent améliorer la concurrence et l'efficacité par le biais de certains mécanismes comme les appels à la concurrence, le relèvement progressif des prescriptions techniques assorti de conseils sur la façon d'y répondre et le traitement préférentiel accordé aux petites et moyennes entreprises (PME); c) de la réglementation des prix (voir paragraphe 11 ci-dessous); d) des contrôles prudentiels, exercés par exemple sur les services financiers, encore que leurs effets positifs sur la protection des consommateurs et de l'économie ne doivent pas faire oublier qu'ils entravent l'accès au marché; et e) des règlements limitant l'accès au marché; ceux-ci sont parfois indispensables pour protéger temporairement les intérêts des producteurs en place, dont les arguments concernant la "concurrence excessive" et le statut réservé aux industries naissantes peuvent parfois être justifiés. Toute protection devrait être sélective, temporaire et subordonnée à une amélioration de l'efficacité. Il faudrait maintenir un mouvement progressif vers une économie ouverte.

Chapitre III : La concurrence et les prix

9. Au chapitre III, on examinerait pourquoi il est particulièrement important, vu la rareté des ressources dans les pays en développement, de tenir compte, dans toute la mesure possible, des signaux des prix pour déterminer les besoins qui doivent être satisfaits et jusqu'à quel point ils doivent l'être; cela permettrait d'encourager le lancement de nouvelles lignes de production et l'entrée de nouveaux venus sur le marché dans les secteurs où la demande est plus forte et ainsi d'assurer une répartition efficace et souple des ressources. On montrerait aussi qu'étant donné la tendance à la mondialisation de l'économie, une fixation adéquate des prix nécessite de tenir compte des prix internationaux des marchandises entrant dans le commerce ainsi que du coût en ressources de la production intérieure (évalué au coût d'opportunité économique), permettant une spécialisation

en fonction de l'avantage comparatif. Pour que cela soit possible, il faudra cependant veiller à ce que la politique de change et les obstacles à l'entrée sur le marché ne faussent pas indûment le coût réel des importations.

10. Il serait indiqué que la meilleure façon de répondre aux préoccupations suscitées par les inconvénients d'une augmentation des prix pour les consommateurs et par une répartition des ressources non souhaitable sur le plan social, permettant de satisfaire les besoins d'une petite minorité de consommateurs ayant un pouvoir d'achat élevé, serait, du côté de la demande, de prévoir des mécanismes de soutien des revenus et de sécurité sociale visant spécifiquement à renforcer le pouvoir d'achat des consommateurs défavorisés (ce qui inciterait davantage les producteurs à répondre à leurs besoins) et, du côté de l'offre, d'encourager la concurrence au moyen des mesures indiquées ci-dessus, qui auraient en fin de compte pour effet de stabiliser ou même de faire baisser les prix.

11. Toutefois, puisque certaines difficultés sont inévitables, tout au moins à court terme, un mode d'approche pragmatique serait préconisé, tenant compte du fait qu'il est souhaitable d'éviter toute secousse brutale pour les consommateurs mais que, d'un autre côté, les demi-mesures risquent de ne pas améliorer la situation et même de la faire empirer. Par conséquent, la possibilité de maintenir une certaine forme de réglementation des prix dans les secteurs où la concurrence ne s'exerce pas pleinement et pour aussi longtemps qu'il en sera ainsi, par exemple dans le cas des monopoles naturels, serait aussi examinée. A cet égard, on étudierait les avantages et les inconvénients (équilibre entre les intérêts à court terme des consommateurs, l'efficacité de la répartition des ressources et les incitations à la productivité, à l'investissement et à l'entrée de nouveaux venus sur le marché, rapport avec la politique de la concurrence et viabilité administrative dans les pays en développement) de différents types de mécanismes de contrôle des prix, par exemple contrôles fondés sur les prix eux-mêmes ou sur le taux de rentabilité, ou formules de plafonnement des prix.

12. Il serait aussi question des cas dans lesquels les autorités chargées du contrôle des pratiques commerciales restrictives pourraient tolérer, jusqu'à un certain point, que des entreprises fixent les prix à l'intérieur d'une branche d'activité, si cette pratique peut renforcer la concurrence (en accroissant le pouvoir de négociation des petites entreprises face à de grands monopsones par exemple) ou pour d'autres raisons d'intérêt général; les choix qui s'offrent dans de telles situations seraient examinés.

Chapitre IV : Structure industrielle et organisation des entreprises

13. Ce chapitre porterait tout d'abord sur la question de la taille optimale des entreprises du point de vue de la concurrence, de la productivité et de l'efficacité de la répartition des ressources, à l'intérieur des différentes branches d'activité et des économies nationales des pays en développement, compte tenu des caractéristiques propres à chacun d'eux (notamment degré d'industrialisation, base de ressources, dimension des marchés des différents produits et des marchés géographiques, obstacles à l'entrée sur le marché et perspectives de croissance). On y comparerait aussi les avantages de la concentration des ressources et du pouvoir de décision par rapport à leur

décentralisation (notamment question de la compétitivité des entreprises "vedettes" à l'échelle nationale), de l'intégration verticale par rapport à l'externalisation des approvisionnements, et de la diversification des risques au moyen de conglomérats par rapport à la spécialisation dans des secteurs clés. L'argument selon lequel le meilleur moyen de favoriser le développement est d'autoriser dans un premier temps des monopoles efficaces et de laisser la concurrence s'exercer à un stade ultérieur serait aussi examiné. On s'intéresserait à cet égard aux systèmes d'octroi de licences industrielles, aux mesures de promotion, aux incitations et aux mesures de contrôle des pratiques commerciales restrictives utilisés par les gouvernements pour influencer sur la taille des entreprises.

14. La question de la coopération entre entreprises serait ensuite abordée et on distinguerait la coopération "horizontale" et la coopération "verticale", ainsi que les liens entre les différentes branches d'activité et les liens établis à l'intérieur de ces branches. Les mesures employées par les gouvernements seraient examinées; il serait question en particulier des coentreprises s'occupant de recherche-développement, des relations entre maîtres d'oeuvre et sous-traitants et des coentreprises entre entreprises nationales et étrangères. En général, on soulignerait qu'il est souhaitable, pour ce qui est de la taille des entreprises comme du type de coopération entre celles-ci, de trouver des solutions cas par cas fondées sur une analyse économique approfondie.

Chapitre V : Branches d'activité en expansion et en déclin

15. On examinerait dans ce chapitre si les branches de pointe ayant des perspectives de croissance (les branches en expansion) devraient être protégées de la concurrence ou y être totalement exposées, s'il faudrait leur accorder des mesures d'incitation spéciales ou leur réserver un traitement neutre ou si elles devraient faire l'objet de contrôles plus stricts ou plus souples en matière de pratiques commerciales restrictives; on se demanderait aussi quels devraient être les marchés à considérer pour l'analyse du contrôle des pratiques commerciales restrictives. D'une façon générale, il serait recommandé de s'appuyer davantage sur les marchés publics, les mesures propres à instaurer les conditions requises, les mesures de promotion et le contrôle des pratiques commerciales restrictives plutôt que sur les incitations. Celles-ci, lorsqu'elles sont utilisées, devraient viser des activités spécifiques, par exemple la R-D, qui ne se contentent pas d'encourager la production, mais entraînent des retombées positives. Tout traitement spécial devrait être axé sur le marché, limité dans le temps et subordonné aux résultats, l'objectif à long terme étant d'atteindre les normes de performance mondiales.

16. On examinerait ensuite s'il convient de laisser disparaître ou d'aider les branches d'activité en déclin, en soulignant que tout traitement spécial devrait être temporaire et conditionnel. Les liens entre les problèmes posés par la "concurrence excessive" (conduisant à gaspiller les ressources limitées dont disposent les pays en développement), la non-application des règlements sur la concurrence à certaines branches d'activité, la protection des entreprises en difficulté et les politiques visant à décourager l'entrée sur le marché et à faciliter la restructuration et la disparition de certaines entreprises du marché seraient examinés à cet égard.

17. Il serait noté que les gouvernements peuvent difficilement prévoir avec précision les tendances du marché, pour les branches en expansion comme les branches en déclin, et on préconiserait des consultations étroites avec les entreprises et le recours à des formes indirectes d'intervention qui seraient moins coûteuses et risqueraient moins de fausser le marché, et qui n'excluraient aucune possibilité.

Chapitre VI : Concurrence, entreprises d'Etat et privatisation

18. Ce chapitre traiterait de la façon dont les politiques prévoyant une intervention minimale de l'Etat et le renforcement de la concurrence pourraient s'appliquer aux entreprises d'Etat, à la privatisation et aux entreprises nouvellement privatisées. On reviendrait sur les arguments concernant la question de savoir si les entreprises gagneraient en efficacité une fois privatisées, contraintes de faire face à la concurrence et obligées de rendre des comptes sur leur gestion. On examinerait d'une façon générale les relations entre la concurrence, l'efficacité (notamment disponibilité et conditions d'obtention de capitaux privés à investir), les méthodes de privatisation employées, les sauvegardes adoptées et les acheteurs visés (notamment étrangers). Un mode d'approche pragmatique et graduel, donnant la priorité à la concurrence et à l'efficacité plutôt qu'à la propriété, serait suggéré.

19. Il serait précisé que, pour les entreprises d'Etat opérant déjà sur un marché concurrentiel, la privatisation aurait beaucoup d'avantages et peu d'inconvénients et une réglementation classique des pratiques commerciales restrictives suffirait à garantir le respect de la concurrence. On examinerait plus en détail les mécanismes, appliqués en général préalablement à la privatisation, visant à exposer à la concurrence les entreprises d'Etat opérant sur des marchés potentiellement concurrentiels; il s'agit notamment du retrait des règlements faisant obstacle à l'accès aux marchés et de l'adoption de mesures de restructuration et d'une réglementation des pratiques commerciales restrictives relative à la position dominante sur le marché. En ce qui concerne les situations de monopole naturel, les avantages de la privatisation par rapport au maintien d'une gestion de l'Etat, toutefois modifiée, seraient examinés sur le plan de la productivité; de l'efficacité de la répartition des ressources; des effets, sur les consommateurs et au niveau macro-économique, de l'inefficacité des services publics ou des tarifs élevés qu'ils pratiquent; des besoins considérables des pays en développement en matière d'investissement dans l'infrastructure; de l'intérêt de bien distinguer le rôle de l'Etat en tant que propriétaire et celui des pouvoirs publics en tant qu'organe réglementaire; et de l'insuffisance, dans les pays en développement, des capacités administratives nécessaires à la mise en oeuvre d'une réglementation complexe des monopoles naturels. Les méthodes et les modalités qui pourraient être adoptées pour privatiser des monopoles naturels de façon à réduire les risques d'abus de position dominante, par exemple restructuration préalable, appel d'offres, sous-traitance de services publics au secteur privé ou concessions, seraient aussi examinées, de même que les mécanismes appropriés de contrôle postprivatisation, avec références au chapitre III (voir paragraphe 11 ci-dessus).

Chapitre VII : Rôle des autorités s'occupant de la concurrence

20. Il serait proposé dans ce chapitre que les autorités chargées du contrôle des pratiques commerciales restrictives assument deux types de fonctions. D'une part, elles pourraient engager des consultations et établir une coordination avec d'autres autorités gouvernementales, notamment celles qui sont responsables des politiques économiques et financières en général, des entreprises, des licences industrielles et commerciales, des marchés financiers, de la fiscalité, de la technologie, du contrôle des prix, de la protection des consommateurs, de certains secteurs industriels, de la privatisation, de l'investissement étranger et du commerce extérieur, afin de garantir que la politique de la concurrence soit prise en compte, dans toute la mesure possible, lors de l'élaboration des politiques dans les autres domaines et que l'ensemble des politiques soit mis en oeuvre de façon cohérente. L'intervention des autorités s'occupant de la concurrence serait particulièrement utile en ce qui concerne les mesures de promotion et d'incitation à l'industrie (notamment les mesures applicables aux branches en expansion et en déclin) et les entreprises d'Etat (pour lesquelles une analyse du marché pourrait aider à décider comment passer à une situation où la concurrence peut s'exercer et si une privatisation est souhaitable et selon quelles modalités). Leur intervention serait aussi utile dans le domaine des régimes d'importation, car elles pourraient aider à établir, dans des délais acceptables, un équilibre entre les intérêts des consommateurs (notamment des utilisateurs de produits intermédiaires) et ceux des producteurs en place ou des investisseurs potentiels; les effets de la libéralisation des importations sur la concurrence pourraient aussi être renforcés par des mesures appropriées de lutte contre les pratiques anticoncurrentielles des sociétés transnationales, des distributeurs ou des producteurs locaux existants, adoptées le cas échéant en collaboration avec les autorités chargées du contrôle des pratiques commerciales restrictives dans d'autres pays.

21. De même, il serait proposé que la réglementation des pratiques commerciales restrictives soit mise en oeuvre dans un cadre économique plus large où la politique de la concurrence joue un rôle, afin qu'il y ait interaction entre les techniques d'analyse micro-économique appliquées aux diverses transactions et les politiques macro-économiques plus générales. Etant donné les ressources limitées dont disposent les autorités chargées du contrôle des pratiques commerciales restrictives dans les pays en développement, il serait en fait indispensable que ces autorités définissent des priorités dans la mise en oeuvre des règlements compte tenu des tendances observées en matière de libéralisation économique. Ainsi, aux différents stades de la libéralisation dans chaque secteur, elles pourraient décider de donner la priorité, avec toutefois une certaine souplesse, à l'application de la réglementation visant les monopoles et abus de position dominante, les fusions, les fixations de prix d'éviction, les restrictions à l'accès aux réseaux, les cartels ou collusions (notamment de la part des entreprises basées à l'étranger), les restrictions à la distribution ou d'autres pratiques commerciales restrictives; elles pourraient se montrer à l'inverse moins intransigeantes dans les cas où cela peut permettre aux entreprises de procéder aux restructurations nécessaires pour mieux s'adapter aux transformations profondes résultant de la libéralisation. Vu les tendances à la mondialisation de l'économie, il serait aussi souhaitable de renforcer la coopération avec les autorités s'occupant de la concurrence dans d'autres pays.

II. RAPPORT SUR LES ACTIVITES MENEES PAR LA CNUCED DANS LE DOMAINE
DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE, DES SERVICES CONSULTATIFS ET
DE LA FORMATION

A. Les politiques de la concurrence continuent de susciter
un vif intérêt

22. Les pays en développement, ainsi que les pays passant d'une économie planifiée à une économie de marché, ont continué à s'intéresser vivement aux politiques de la concurrence. Les réformes économiques et les plans d'ajustement structurel adoptés par un grand nombre de pays prévoient habituellement une déréglementation, l'élimination des monopoles d'Etat et l'adoption de mesures de privatisation, parallèlement à la suppression des subventions et à la libéralisation des prix; celle-ci s'accompagne souvent du démantèlement des obstacles au commerce et de l'ouverture de l'économie à la concurrence commerciale internationale.

23. Il est clair que les efforts de libéralisation des prix et de déréglementation risquent de se heurter à l'opposition des structures monopolistiques et des monopoles d'Etat, qui pourraient gêner le fonctionnement du mécanisme du marché en matière de fixation des prix relatifs et de répartition des ressources. C'est pourquoi de nombreux pays s'intéressent à la possibilité d'instaurer des conditions de concurrence adéquate et d'adopter des dispositions législatives et des procédures d'application judiciaires et administratives appropriées aux fins du contrôle des pratiques commerciales restrictives, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 1 de la section E de l'Ensemble de principes et de règles.

24. Il faut noter qu'à sa huitième session, la Conférence, dans l'"Engagement de Carthagène" 2/, a estimé que "le secrétariat de la CNUCED et les pays développés devraient également fournir aux pays en développement et à d'autres pays, sur leur demande et dans la limite des ressources disponibles, une assistance technique dans le domaine de la politique de la concurrence". Les termes "autres pays" visent spécifiquement les pays passant d'une économie planifiée à une économie de marché. Pour les pays qui ont peu d'expérience, voire pas du tout, dans le domaine de la concurrence et des pratiques commerciales restrictives, les besoins d'assistance technique, de services consultatifs et de formation peuvent être résumés de la façon suivante :

- 1) Organisation d'un séminaire de présentation afin de sensibiliser les pouvoirs publics et les législateurs, ainsi que les milieux universitaires, les milieux d'affaires et les organismes de défense des consommateurs, à l'importance de la politique de la concurrence et à la nécessité d'une législation bien adaptée sur le contrôle des pratiques commerciales restrictives.

2/ Voir CNUCED, "Un nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Carthagène" (TD(VIII)/Misc.4), par. 148.

- 2) Une fois que le gouvernement a établi la nécessité d'une législation sur le contrôle des pratiques commerciales restrictives, fourniture, sur demande, de services consultatifs pour l'élaboration de cette législation (c'est-à-dire habituellement assistance d'experts de haut niveau venant de pays développés ou d'autres pays ayant une expérience dans le domaine de la concurrence).
- 3) Après l'adoption de la législation, il sera peut-être nécessaire de former les fonctionnaires nationaux chargés de son application. Sur demande, il pourra être envisagé d'organiser des stages de formation, dans le pays ou à l'étranger, avec la participation d'experts étrangers de haut niveau; une autre possibilité serait de détacher des fonctionnaires, pour une durée déterminée, auprès d'autorités étrangères s'occupant de la concurrence ou du contrôle des pratiques commerciales restrictives, selon les offres que pourraient faire les autorités en question.
- 4) Un quatrième élément pourrait prévoir, pour certains pays qui en feraient la demande, l'octroi d'une assistance pour le "renforcement des institutions", c'est-à-dire la création d'une autorité s'occupant de la concurrence et du contrôle des pratiques commerciales restrictives, et pour la mise en oeuvre de la législation.

B. Activités menées par la CNUCED depuis la dixième session
du Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques
commerciales restrictives

1. Atelier sous-régional sur les pratiques commerciales restrictives
à l'intention de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)
25. Comme prévu, l'Atelier, qui avait été repoussé pour des raisons indépendantes de la volonté des organisateurs (éruption volcanique), s'est déroulé du 20 au 22 novembre 1991 à Manille (Philippines); des participants venant du Brunéi Darussalam, d'Indonésie, de Malaisie et de Thaïlande, ainsi que des participants originaires du pays hôte, y ont pris part.
26. Les principales questions examinées au cours de l'Atelier, sur lesquelles un expert néerlandais et un expert norvégien ainsi que des membres du secrétariat de la CNUCED ont présenté des exposés, étaient les suivantes :
- a) Introduction générale aux questions concernant la concurrence et aux pratiques commerciales restrictives;
 - b) Examen d'ensemble de la politique de la concurrence et de ses rapports avec la libéralisation des prix, la déréglementation et la privatisation, et libéralisation des échanges dans les pays de l'ANASE;
 - c) Examen de l'expérience acquise dans le domaine des mesures judiciaires et administratives adoptées aux fins du contrôle des pratiques commerciales restrictives et législation envisagée aux Philippines; et
 - d) Adoption de conclusions et recommandations dans le domaine de la politique de la concurrence à l'intention des pays de l'ANASE.

2. Mission consultative en Colombie et à Trinité-et-Tobago (9-13 mars 1992)

27. En réponse aux demandes formulées pendant la huitième session de la Conférence à Carthagène (Colombie), le Chef du Groupe des pratiques commerciales restrictives de la CNUCED a rencontré des représentants du Département national de la planification (Departamento Nacional de Planeación) et du Ministère du développement (Ministerio de Desarrollo) à Bogota, pour conseiller le Gouvernement colombien à propos de l'élaboration d'un projet de législation sur le contrôle des pratiques commerciales restrictives en Colombie. Il a aussi discuté à Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago) avec le Ministre chargé des questions relatives à la consommation et des services sociaux, avec le Directeur de la Commission des services publics et avec de hauts fonctionnaires du Ministère des finances et de la Commission des prix, car le gouvernement envisageait d'élaborer une loi sur les pratiques commerciales restrictives et de créer une commission des monopoles et des pratiques commerciales restrictives. Il s'est aussi longuement entretenu avec des représentants des milieux d'affaires et des chambres d'industrie et du commerce à la Trinité-et-Tobago.

3. Projet national pour le Ghana

28. A la suite du Séminaire sur les pratiques commerciales restrictives qui s'est tenu à Accra (Ghana) du 25 au 27 février 1991, les autorités ghanéennes ont demandé à la CNUCED des services consultatifs pour l'élaboration d'un projet de loi sur les pratiques commerciales restrictives au Ghana. Au titre du projet CNUCED/PNUD pour le Ghana - "Projet composite pour le renforcement de la planification du développement" (Elément XXV, projet relatif aux pratiques commerciales restrictives No GHA/85/010.Q/01/31), des experts du Royaume-Uni et de l'Allemagne ainsi que des fonctionnaires de la CNUCED ont fourni des services consultatifs; le gouvernement a ensuite élaboré un projet de loi. Lorsque la loi aura été adoptée, la CNUCED devrait passer à la troisième étape du projet, à savoir la formation des fonctionnaires qui seront chargés de la mettre en oeuvre.

4. Atelier national sur les pratiques commerciales restrictives - Beijing (Chine)

29. A la demande des autorités chinoises, il a été prévu d'organiser un atelier de trois jours à Beijing (Chine) du 7 au 9 septembre 1992. Environ 80 représentants des pouvoirs publics ainsi que des milieux universitaires, des milieux d'affaires et d'organismes de défense des consommateurs doivent y participer. Des exposés doivent être présentés par des experts français, norvégien et britannique, ainsi que par deux fonctionnaires de la CNUCED.

5. Séminaire national sur les pratiques commerciales restrictives - Hanoi (Viet Nam)

30. Il est aussi prévu d'organiser un séminaire national de trois jours sur les pratiques commerciales restrictives à Hanoi (Viet Nam) du 14 au 16 septembre pour examiner des questions relatives à la concurrence et au contrôle des pratiques commerciales restrictives. Des experts envoyés par la France et par la Communauté européenne ainsi que deux fonctionnaires de la CNUCED devraient participer à ce séminaire; celui-ci doit se tenir immédiatement après l'atelier de Beijing afin de réduire les frais de voyage.

6. Séminaire national sur les pratiques commerciales restrictives -
Buenos Aires (Argentine)

31. Le Gouvernement allemand, par l'intermédiaire de la Fondation allemande pour le développement et en coopération avec la CNUCED, a organisé un séminaire de formation de cinq jours à l'intention de fonctionnaires des autorités chargées du contrôle des pratiques commerciales restrictives à Buenos Aires (Argentine) en octobre 1992.

C. Besoins futurs en matière d'assistance technique
et de ressources

1. Contributions volontaires

32. Grâce aux contributions versées par les Pays-Bas et la Norvège en 1991, le secrétariat de la CNUCED a pu répondre à des besoins urgents en exécutant les activités décrites ci-dessus. Il tient à en remercier les pays donateurs. Jusqu'ici, aucune contribution volontaire n'a été reçue en 1992, malgré les déclarations d'intention exprimées lors de la deuxième Conférence chargée de revoir tous les aspects de l'Ensemble (1990) et à la dixième session du Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives, qui s'est tenue en octobre 1991.

33. Un certain nombre de propositions concrètes ont été présentées aux donateurs éventuels, mais, jusqu'ici, aucun ne s'est clairement engagé à verser une contribution. Il est indispensable qu'un minimum de ressources parvienne au Fonds d'affectation spéciale sur les pratiques commerciales restrictives pour que la CNUCED puisse organiser des séminaires et ateliers nationaux. Les activités engagées en 1992 ont été financées par le restant de la contribution norvégienne de 1991 et les experts nationaux ont pu y prendre part, parce que leurs gouvernements respectifs ont généreusement pris en charge leurs frais de voyage et leurs indemnités journalières de subsistance. Toutefois, dans les pays passant à des politiques davantage axées sur le marché, une coopération technique très modeste peut contribuer pour beaucoup à créer le cadre juridique nécessaire pour bénéficier des avantages résultant d'un renforcement de la concurrence. Le secrétariat lance donc un appel aux Etats membres de la CNUCED et aux groupements régionaux afin qu'ils versent des contributions supplémentaires au Fonds d'affectation spéciale, ce qui permettrait à la CNUCED de répondre favorablement aux nombreuses demandes d'assistance présentées dans ce domaine et auxquelles elle n'a pu donner suite.

2. Projets du PNUD

34. Un certain nombre de projets régionaux, sous-régionaux et nationaux, actuellement à l'examen au PNUD pour approbation, comportent un élément concernant les pratiques commerciales restrictives, comme dans le cas du projet composite pour le Ghana examiné ci-dessus. Toutefois, aucune décision finale n'a encore été prise et la mise en oeuvre de l'élément relatif aux pratiques commerciales restrictives reste incertaine à l'heure actuelle.

3. Demandes d'assistance technique

35. Le tableau ci-dessous indique l'état d'avancement des programmes d'assistance technique relatifs aux pratiques commerciales restrictives. Il permet de voir que, depuis 1986, date de lancement du programme d'assistance technique de la CNUCED concernant les pratiques commerciales restrictives, les représentants de 56 pays ont participé aux séminaires régionaux organisés par la CNUCED ou avec sa collaboration. Dans la plupart des cas, chaque pays était représenté par une seule personne s'occupant directement ou indirectement du contrôle des pratiques commerciales restrictives; les pays qui n'avaient pas de législation en la matière étaient, quant à eux, représentés par des fonctionnaires chargés de la législation sur les sociétés, de la politique concernant les entreprises, de la politique commerciale ou des questions relatives à la consommation. On ne peut pas espérer qu'une telle action donne des résultats probants sur une période de sept ans, bien que, dans certains cas, les pays où des séminaires ont été organisés aient par la suite adopté une législation sur les pratiques commerciales restrictives.

36. En revanche, les séminaires nationaux (première étape des projets nationaux de la CNUCED sur les pratiques commerciales restrictives) ont, semble-t-il, eu un effet beaucoup plus sensible car cette activité touche un grand nombre de représentants de ministères, pouvoirs publics, milieux universitaires, milieux d'affaires et organismes de défense des consommateurs, qui ont la possibilité de prendre des mesures décisives. Sur une période de sept ans, dix séminaires ou ateliers nationaux sur les pratiques commerciales restrictives ont été organisés et il y a actuellement 22 demandes en suspens concernant ce type d'activité. Seize pays seulement ont une législation nationale concernant les pratiques commerciales restrictives, alors que la CNUCED a fourni à huit pays des services consultatifs directement liés à l'élaboration d'une législation dans ce domaine. Des demandes concernant ce type de services, émanant de six pays, sont encore en suspens.

4. Nécessité de coordonner l'assistance

37. Pour que le secrétariat de la CNUCED puisse tenir pleinement compte de l'assistance technique accordée par des gouvernements et d'autres organisations dans le domaine de la politique de la concurrence, ainsi que l'a demandé le Groupe intergouvernemental d'experts à sa dixième session, les gouvernements et les organisations comme l'OCDE sont invités à indiquer à la CNUCED la nature de l'action bilatérale et/ou multilatérale qu'ils ont engagée, afin d'assurer une certaine coordination de l'assistance dans ce domaine. Le tableau ci-dessous pourra aussi être utile à cet égard.

TableauEtat d'avancement des programmes d'assistance technique

	A - Activités	B - Activités nationales		
	<u>régionales</u>			Stade III
Pays demandeur	Séminaire ou atelier	Stade I Séminaire national	Stade II Rédaction de la législation	Formation de fonctionnaires chargés du contrôle des pratiques commerciales restrictives
Albanie	R	R	--	--
Argentine	*	*	/	P
Bangladesh	*	--	--	--
Botswana	*	--	--	--
Bolivie	*	--	--	--
Brésil	*	--	/	--
Brunéi Darussalam	*	--	--	--
Bulgarie	R	R	--	--
Cameroun	*	R	R	--
Chili	*	*	/	*
Chine	*	*	R	--
Colombie	*	R	**	--
Costa Rica	*	R	--	--
Cuba	*	*	--	--
Tchécoslovaquie	--	--	/	--
République populaire démocratique de Corée	*	R	--	--
Doubaï	R	R	--	--
Equateur	*	R	--	--
Egypte	*	R	--	--
Ethiopie	*	--	--	--
El Salvador	*	--	--	--
Fidji	*	--	--	--
Gambie	*	--	--	--
Ghana	*	*	**	P
Guatemala	*	--	--	--
Guinée	*	R	R	--
Honduras	*	--	--	--
Hongrie	--	--	/	--
Indonésie	*	*	R	R
Inde	*	--	/	--
Iran (République islamique d')	*	--	--	--
Kenya	*	*	/	*
Lesotho	*	--	--	--
Libéria	*	--	--	--
Madagascar	*	R	--	--

Tableau (suite)

Pays demandeur	A - Activités régionales	B - Activités nationales		
	Séminaire ou atelier	Stade I Séminaire national	Stade II Rédaction de la législation	Stade III Formation de fonctionnaires chargés du contrôle des pratiques commerciales restrictives
Mexique	*	R	--	--
Mongolie	*	R	--	--
Maroc	*	R	--	--
Myanmar	*	R	--	--
Népal	*	--	--	--
Nicaragua	*	--	--	--
Nigéria	*	P	P	P
Oman	--	R	--	--
Pakistan	*	--	<u>/</u>	--
Papouasie-Nouvelle- Guinée	*	--	--	--
Paraguay	*	--	--	--
Pérou	*	R	<u>/</u>	R
Pologne	R	R	<u>/</u>	--
Philippines	*	*	**	--
République de Corée	*	--	<u>/</u>	--
Roumanie	R	R	--	--
Fédération de Russie	*	R	<u>/</u>	--
Somalie	*	--	--	--
Sri Lanka	*	R	<u>/</u>	*
Swaziland	*	--	--	--
Thaïlande	*	*	<u>/</u>	--
Trinité-et-Tobago	*	--	--	--
Tunisie	*	--	<u>/</u>	R
Uruguay	*	--	--	--
Viet Nam	*	P	--	--
Venezuela	*	--	<u>/</u>	--
Zambie	*	*	P	P
Zimbabwe	*	--	**	--

Note : * = Activités réalisées; R = Activités demandées; P = Activités prévues; / = Législation en vigueur; ** = Rédaction d'une législation en cours; -- = Aucune activité actuellement prévue.